

## LA DIPLOMATIE POUR LES NULS *Un vote à l'Onu?* *Quel vote?*

Par **Philippe Paquet**

Que ne doit-on pas faire pour décrocher un siège au Conseil de sécurité des Nations unies ! Il faut obtenir l'appui des "cinq grands", qui ont un droit de veto, et s'assurer une majorité à l'Assemblée générale. Cela suppose de faire campagne, de plaire au plus grand nombre, et de ne fâcher personne.

Le ministre belge des Affaires étrangères en sait quelque chose. Il se dépense sans compter pour que notre pays retrouve une place au Conseil de sécurité en 2019-2020. Didier Reynders a poussé le sacrifice jusqu'à passer les fêtes de fin d'année aux Fidji, en décembre dernier, pour rallier à nous le crucial petit archipel tropical. Et, le 19 avril, à New York, la Belgique a diplomatiquement apporté son soutien à l'Arabie saoudite lors du renouvellement partiel des 45 membres de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW) lors d'un vote au Conseil économique et social.

Voir l'Etat qui méprise le plus les femmes siéger dans cette commission n'est sans doute pas plus incongru que d'avoir la Chine ou Cuba dans le Conseil des droits de

l'homme de l'Onu. Par ailleurs, s'opposer à l'Arabie saoudite aurait été à la fois inutile (c'était l'unique candidat de sa zone géographique) et risqué (les Saoudiens et leurs clients pouvaient se venger en contrariant les ambitions belges).

Tout cela n'est pourtant pas très glorieux, et ce qui l'est moins encore, c'est le refus d'assumer le choix.

Pressé de s'expliquer, au Parlement, par des adversaires politiques aux motivations probablement peu féministes, Didier Reynders n'a pas voulu confirmer le vote (secret) belge en faveur de Riyad – avant que Charles Michel ne le fasse en indiquant tout aussi piteusement que "*si c'était à refaire*"... Pire, l'un et l'autre prétendent que l'initiative a été prise par les diplomates sur place, faute de temps pour solliciter une directive du ministère avant le vote.

Communiquerait-on encore au moyen de pigeons voyageurs aux Affaires étrangères ? Ce n'est pas impossible quand on se rappelle la difficulté des échanges entre Bruxelles et Canberra dans la triste "affaire Simon Leys". Mais, dans l'hypothèse réconfortante où nos ambassadeurs seraient bel et bien équipés de téléphones portables, faut-il considérer que nous sommes gouvernés par des femmelettes ? Voilà peut-être une question à soumettre à la fameuse Commission de l'Onu.